

ECOLE DOCTORALE EN ENERGETIQUE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

La constitution d'un pôle d'excellence lancée à Boumerdès

Les autorités universitaires, à leur tête M^{me} Chafika Kesri, rectrice de l'université M'hamed-Bouguerria de Boumerdès (UMBB), et Cassereau Stéphane, directeur de l'Ecole des mines de Nantes (France), ont procédé la semaine écoulée au sein de la bibliothèque de l'université au lancement officiel de l'école doctorale en énergétique et développement durable (EDED). En plus de l'UMBB, qui est chapeauté par le biais de la faculté des sciences, l'EDED, l'Ecole normale supérieure d'enseignement technique d'Oran (ENSET), l'université de Biskra et l'Ecole militaire polytechnique d'Alger font partie du projet. Du côté européen, l'Ecole des mines de Nantes, qui copilote ce projet, l'Ecole des mines de Douai, l'Ecole centrale de Nantes, Polych'Nantes, l'INSA de Lyon, les universités de Pau, des Pays de l'Adour et l'Université libre de Bruxelles sont associées à cette institution doctorale, dont les cours en direction d'une trentaine d'étudiants ont effectivement démarré le 14 janvier 2007. Elle est parrainée par des sommités dans le domaine de la recherche scientifique, entre autres le couple Lallemand connu dans l'Hexagone pour ses travaux dans le secteur énergétique.

A ce comité scientifique

s'ajoutent des entreprises algériennes et européennes versées dans l'innovation industrielle. Certaines se sont engagées, à l'occasion, de financer des stages pratiques. C'est le professeur Tazerout Mohand, membre de l'Ecole des mines de Nantes, qui a été l'initiateur de ce projet. Il nous confie ses convictions à ce sujet : "C'est une manière de contribuer au développement du pays." Il assure la coordination du côté nord de la Méditerranée. Son vis-à-vis au niveau de l'université de Boumerdès est M. Balistrout, qui estime que cette formule donnera une nouvelle impulsion à la notion de partenariat au niveau de l'Université algérienne. Le recrutement des étudiants de la première promotion s'est fait sur la base d'un concours qui concerne les ingénieurs en génie mécanique, génie des procédés ou en énergétique. A l'issue d'un cursus, étalé sur deux années, qui sera subdivisé, selon M. Balistrout, en une année de tronc commun et une année de stage pratique dans un laboratoire ou dans une unité de production, les sortants seront versés dans l'enseignement, la recherche ou la production. Coïncidence, le premier cours dispensé le 14 janvier par Lemoult Bernard portait sur le changement climatique, sujet décidément qui

occupe de manière forte, ces dernières années, la scène scientifique et médiatique. "La mise en place d'une école doctorale en énergétique et développement durable répond, avant tout, à un besoin de formation de formateurs dans le domaine qui présente des enjeux de plus en plus stratégiques par rapport à la maîtrise de l'énergie et à la protection de l'environnement", lit-on dans une déclaration rendue publique par M^{me} Kesri. "Il y a beaucoup de responsables en Europe qui voudraient sincèrement nous aider dans plusieurs domaines, notamment l'enseignement et la mise à niveau de notre système de formation. Il appartient donc aux universitaires algériens d'identifier les besoins et d'engager un dialogue pour un partenariat", estime la patronne de l'université de Boumerdès. Précisément, les propos de la rectrice vont dans le sens de ceux que nous a tenus M. Lallemand. "Par le passé, il n'y avait que des initiatives de personnes, maintenant cette coopération est institutionnalisée, elle sera donc plus efficace". L'éminent chercheur faisait allusion à cette école doctorale.

Cette opération vient de s'ajouter aux autres et par lesquelles petit à petit la ville de Boumerdès se construit une

renommée dans le domaine de l'enseignement universitaire. En plus de l'UMBB conçue sur l'héritage de l'ex-INH (Institut national des hydrocarbures) créé en 1964, active dans également dans cette agglomération, l'ex-IAP (Institut algérien du pétrole) dont la réputation dépasse les frontières algériennes pour s'étaler sur la majorité des pays africains, arabes, quelques pays asiatiques et latino-américains. Il existe aussi dans la ville quelques laboratoires (mines, hydrocarbures et pétrochimie, et matériaux de construction). Incontestablement, les prémices pour la construction d'un grand pôle de développement technologique sont disponibles. A la charge des universitaires d'élaborer un projet et un cahier des charges pour les présenter aux politiques en vue de la concrétisation institutionnelle de cette ambition. Celle-ci n'est pas un rêve utopique, pour peu que les uns et les autres soient un peu audacieux et consentent des efforts pour permettre à cette ambition de voir le jour. C'est tout simplement le retour à la vocation première affectée à l'ex-Rocher-Noir avant sa construction. Par ailleurs, le handicap financier n'existe désormais plus dans notre pays.

Abachi L.

BOUIRA

Quand les investisseurs sont livrés à eux-mêmes

Le puzzle entourant le mystère du non-décollage économique dans la wilaya de Bouira commence à se reconstituer. En partie. Avec l'expérience amère et le calvaire que vivent les investisseurs installés dans la zone d'activités D2 du chef-lieu de Bouira. Une zone d'activités qui aurait dû être la vitrine de la wilaya. Et elle l'est vraiment du point de vue... fuite des investisseurs.

En effet, la zone d'activités de la ville de Bouira ressemble à s'y méprendre à un véritable cafoouillis et les autorités de wilaya chercheraient un coin pour faire fuir les plus téméraires des investisseurs qu'elles ne trouveraient pas meilleur site.

Créée en 1984, la zone d'activités D2 de la ville de Bouira, qui est située dans la partie nord de la ville, est livrée à elle-même et les 18 investisseurs qui avaient eu le malheur d'y implanter leurs activités vivent le calvaire au quotidien. A commencer par le chemin d'accès.

Un véritable cul-de-sac depuis qu'un privé a procédé à la fermeture du chemin d'accès venant du nord. C'était au début de 2003 et depuis, les autorités de wilaya et de l'APC, malgré le POS et les plans urbanistiques qui mettent en exergue cette voie d'accès, n'ont rien fait pour

rétablir cette route. Du côté sud, après l'installation du rond-point, le seul chemin d'accès vers la zone d'activités devait faire le détour en passant sous le pont de la RN 18. Résultat : depuis le lancement de cette voie de contournement pour l'accès vers la zone d'activités, les investisseurs qui y sont implantés rougissent à chaque fois qu'un étranger vient leur rendre visite. Chemin d'accès unique, passant par-dessous le pont et au travers d'un parking illégal ou stationnement des dizaines de camions quotidiennement, il est par-dessus tout impraticable tant la gadoue en temps de pluie, les nids-de poule et la poussière en temps clair sont un calvaire au quotidien. S'y aventurer pendant les jours de pluie fait courir un véritable risque aux véhicules.

Et le comble dans toute cette histoire, c'est que les autorités de wilaya, la daïra et l'APC sont toutes au courant des problèmes que vivent ces investisseurs, auxquels elles recourent à chaque occasion pour les faire participer aux actions de solidarité. D'ailleurs, ces investisseurs que nous avons rencontrés ce samedi ne cachent pas leur amertume, en nous déclarant, qu'ils répondent toujours présent aux sollicitations des autorités, mais ces mêmes

autorités les abandonnent sitôt l'action terminée.

Lors de notre rencontre avec ces investisseurs, des PV de réunions, ainsi que des engagements signés par les autorités nous ont été montrés. Tous ces PV identifient clairement les problèmes rencontrés au niveau de la zone d'activités, ainsi que les solutions à prendre. Mais vainement. Et sans explications.

Ainsi, nous savons que les autorités sont au courant du manque des travaux de VRD au niveau de cette zone d'activités, que l'éclairage public est réalisé en partie seulement, que des personnes en activité à l'intérieur violent les règles urbanistiques en envahissant les terrains de servitude sans être inquiétées, qu'il existe un parking sauvage devant le seul chemin d'accès à la zone d'activités, que le chemin du nord a été obstrué par un particulier et qu'enfin, l'aménagement de cette zone n'a pas été fait depuis sa création.

Les investisseurs qui sont là à travailler malgré toutes ces embûches espèrent voir un jour installer dans cette wilaya un véritable responsable, et de véritables élus, afin que leur amour pour cette ville pour laquelle ils se sont sacrifiés ne soit pas vain.

En attendant, ils continuent à taper à toutes les

portes, pour que les responsables concernés, en premier lieu le ministère de l'Industrie, daignent donner des recommandations fermes afin que la zone d'activités de Bouira soit réellement réhabilitée.

Enfin, rappelons que d'après ces investisseurs beaucoup d'autres, qui sont au courant de leurs déboires, refusent de s'installer à Bouira, tant dans le chef-lieu que dans la zone industrielle. Car, ce qu'il faut rappeler et que les responsables doivent savoir, c'est que l'investisseur est roi, et en tant que tel, il faut lui préparer toutes les conditions nécessaires pour l'intéresser à s'y installer. Ce n'est pas le cas pour la wilaya de Bouira, où même ses propres enfants trouvent du mal à s'y adapter tant le terrain est vraiment hostile. Le ministre de l'Industrie est vivement interpellé pour réagir au plus vite et bousculer les responsables qui sont derrière ces blocages et ces bricolages à l'ère de l'Internet et de la mondialisation.

Pour rappel, la zone d'activités de la ville de Bouira s'étale sur une superficie de 10 hectares.

Actuellement, 18 investisseurs sont implantés à l'intérieur avec leurs différentes activités qui ont généré plus de 500 emplois directs.

Y. Y.

APC DE TIGZIRT L'Exécutif se fissure

Après des débuts calmes, l'exécutif local de Tizirt vient d'entrer dans une zone de turbulences, un an à peine après son installation. L'acte a été signé par le divorce de l'élu RND, Amar Medjebber, d'avec ses quatre compagnons du RCD qui menaient la locomotive.

En effet, le "transfuge" du RND a rejoint l'opposition qui se compose d'un élu FLN et de trois autres du FFS. Les 5 élus d'opposition ont cosigné une déclaration où ils ont tenu à dénoncer "certaines pratiques" contraires à l'esprit et la lettre du sens de la concertation et de la communication indispensable à la gestion moderne, rationnelle et transparente d'une assemblée".

Les rédacteurs du communiqué rendu public révèlent que "la gestion de l'APC se fait de manière unilatérale et partisane" et qu'ils ne sont "ni associés ni consultés dans le traitement d'aucun dossier concernant le développement de la commune". Ces derniers considèrent "cette manière d'agir comme une forme d'exclusion voire de mépris à leur égard et envers la population. Et pour étayer leurs dires, ils ont cité "l'élaboration des priorités des PCD sans leur aval, l'établissement de la liste des bénéficiaires de l'aide à l'autoconstruction sans délibération, sans affichage et sans possibilité de recours pour les citoyens", peut-on encore lire dans le texte de dénonciation.

Les "conjurés" vont encore plus loin en révélant "la dissimulation d'informations aux élus (opposition)" mais sans toutefois révéler leur nature. Toujours selon la déclaration, "la présentation et affichage du bilan 2006 de l'APC au nom de l'assemblée s'est fait sans la consultation préalable de l'assemblée". Un bilan qui d'ailleurs "comporte de nombreuses anomalies et inepties", conclut la déclaration. Cependant, "les anomalies et inepties" n'étaient pas précisées dans le texte.

Enfin, pour l'homme de la rue à Tizirt-sur-mer, le rééquilibrage des forces politiques locales n'a pas encore pesé sur le déroulement des événements. Donc attendons pour voir.

Massiles Juba

TIGZIRT-SUR-MER Distribution des aides aux pêcheurs

En effet, 39 des pêcheurs exerçant dans le port de Tizirt-sur-mer ont bénéficié gracieusement d'un filet de pêche tramail de 600 m. La remise partielle de l'aide a eu lieu au niveau de l'infrastructure précitée, dans la matinée de samedi passé, et en présence des autorités locales, à leur tête le chef de daïra. "L'opération sera réitérée afin de toucher d'autres pêcheurs", précisent les responsables du programme.

Selon le président de la commission de wilaya de l'hydraulique, de l'agriculture et de la pêche, Mohamed Saïd Metahri, "ce programme d'aide demandé par le chef de daïra de Tizirt se compose de 172 lots. La première tranche est de 91 lots qui sont répartis entre les pêcheurs de Tizirt (52 lots) et ceux d'Azeffoun (39 lots).

Ils seront distribués totalement dans les jours qui viennent. Les 81 lots restants seront répartis par la commission ultérieurement au bénéfice des deux communautés".

Toujours selon notre interlocuteur, "un autre lot de matériel de travail complémentaire à ces filets, comprenant notamment des cordes, des flotteurs et des plombs, sera distribué prochainement. Son enveloppe financière a été dégagée dans le cadre du budget supplémentaire de l'année 2006".

Le P/APW Kecili Smaïl, qui a tenu à rehausser de sa présence la cérémonie, mise sur l'effet "de confiance que ces aides ne manqueront pas de générer entre administrés et administrateurs". Avant d'ajouter : "Aujourd'hui, nous devons aider les jeunes à créer leurs propres emplois." "Le temps du poste de travail offert clé en main par l'Etat est définitivement révolu", tonne-t-il à l'adresse des bénéficiaires. Mardi prochain ce sera le tour des pêcheurs d'Azeffoun de recevoir leurs lots.

M. J.